L'anthropologie, la globalisation, le politique

Marc Abélès

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/pa/1858>

DOI : 10.4000/pa.1858

ISSN : 2273-0362

Éditeur

Université Lumière Lyon 2

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2005

Pagination : 18-23

ISBN : 1634-7706

ISSN : 1634-7706

Référence électronique

Marc Abélès, « L'anthropologie, la globalisation, le politique », *Parcours anthropologiques* [En ligne], 5 | 2005, mis en ligne le 06 juillet 2021, consulté le 21 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/pa/1858> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/pa.1858>

L'ANTHROPOLOGIE, LA GLOBALISATION, LE POLITIQUE

18

On a coutume d'insister sur la dimension économique de la globalisation, et il est vrai qu'elle correspond au passage d'une économie à vocation principalement industrielle à une économie où les activités de conception jouent un rôle essentiel et où le développement des échanges s'inscrit dans le contexte de la déréglementation financière et des nouvelles logiques qu'elle induit en matière de circulation des capitaux. Mais peut-être n'a-t-on pas assez mis l'accent sur le fait que la mondialisation est surtout un phénomène d'ordre culturel.

La violence de la globalisation ne doit pas être purement et simplement assimilée à un processus de domination, à une forme renouvelée du rapport colonial. Son impact est d'autant plus fort qu'elle consiste en une modification profonde de notre conscience du temps et de l'espace. « La globalisation, comme concept, renvoie à la fois à la compression du monde et à l'intensification de la conscience du monde en tant que totalité » (Robertson, 1992, 8).

Cette appréhension d'un monde clos se traduit chez les Occidentaux par un fort sentiment de précarité. Il suffit, par exemple, qu'un secteur de l'économie donne des signes de faiblesse, pour que se profile la possibilité de délocalisations. Dans les affrontements entre salariés et chefs d'entreprises qui ont toujours jalonné la vie économique, l'horizon était celui d'une solution tenant compte des conditions sociales et économiques locales. Désormais, on « pense global », c'est-à-dire que la délocalisation apparaît d'emblée comme une alternative pertinente. Dans cette perspective, les travailleurs sont pris dans un dilemme tout simple : ou ils acceptent les « sacrifices », ou l'entreprise disparaîtra purement et simplement. Au-delà de ce chantage récurrent, ce qui fragilise les gens, c'est la perception d'une extraordinaire proximité de l'ailleurs, facilement identifiable, qu'il s'agisse d'un pays d'Europe de l'Est ou d'Asie. Proximité temporelle aussi : en quelques semaines, voire en quelques jours, on peut recréer une entreprise analogue à l'autre bout de la planète.

En pratique la compression du temps et de l'espace peut être perçue comme une menace, non seulement parce qu'elle accentue la pression de la main invisible, la toute-puissance du système du marché, mais aussi en tant qu'elle rend possible une intrusion violente de l'altérité dans notre univers. Ce fut le cas le 11 septembre 2001, où un lieu qui représentait la quintessence du marché fut brutalement agressé par un groupe qui incarnait une extériorité radicale. On réalisa

combien il était facile pour des gens que notre imaginaire tendait à situer aux confins du globe d'atteindre le cœur du système en transformant des technologies pacifiques en armes fatales.

La conscience de la globalisation ne se résume donc pas à l'aperception d'une interdépendance de plus en plus étroite des économies. Elle réside, tout autant, sinon plus, dans l'intériorisation par les citoyens des pays développés d'une donnée simple et bouleversante : ils ne seront plus jamais « à l'abri » de l'ailleurs menaçant, jusqu'alors cantonné aux marges et aujourd'hui en mesure de s'organiser de manière toute « moderne » et de faire irruption. Or tout le discours de la modernité s'est articulé à partir de l'assertion d'une différence irréductible entre ce qui relevait de la civilisation et s'inscrivait dans une logique du progrès, et ces Autres qui, tout en faisant partie de l'humanité, n'en étaient pas moins voués à l'inertie des êtres sans histoire. Nous faisons partie de la même planète, nos destins nous apparaissent comme de plus en plus intriqués. Là encore le constat peut être interprété de manière optimiste : il y a de quoi se réjouir que le compactage de la mondialisation brise un certain nombre de barrières entre les sociétés, renverse les préjugés et impose un mixage. On a parlé de métissage, d'hybridation, pour qualifier la possibilité enfin offerte d'une rencontre entre des cultures que longtemps tout a séparées et que les idéologies dominantes n'avaient de cesse d'isoler. À cette vision oecuménique s'oppose une interprétation qui met en évidence la virulence des tensions que suscite une autre donnée massive du présent : l'unité du monde a pour autre face la nécessité du partage des ressources et des richesses.

Il y a une vingtaine d'années, on voulait en finir avec toutes les formes de ségrégations. On se souvient de la grande commémoration de 89 et du défilé multiculturel organisé par Jean-Paul Goude. C'était la grande réconciliation, le melting pot. Sous l'égide des Blancs, bien sûr. L'Autre était présent ; mais nous étions maîtres du jeu, nous l'avions convoqué pour nous aider à réfléchir notre propre histoire dans ce miroir de la commémoration. Une fois les célébrations terminées, on savait bien que chacun retrouverait sa place, nous au centre, eux à la périphérie, selon un ordre qui semblait pour lors intangible. Un monde ouvert, à l'époque, cela signifiait que la distance n'était pas près de disparaître. Même ceux qui critiquaient les nouveaux avatars du colonialisme et de la

domination occidentale mettaient au cœur de leur discours l'opposition entre centre et périphérie, et dissertaient des conditions d'un avenir meilleur.

Ce qui semble problématique désormais, c'est précisément la portée de ce modèle, pour au moins deux raisons. La première tient à la pression qu'exercent beaucoup plus directement la pauvreté et l'altérité. D'une part, on n'a plus affaire à une catégorie « Tiers monde », subissant passivement les conséquences de la dynamique capitaliste, mais à un ensemble de plus en plus différencié de sociétés, incluant des pays qui entrent dans la compétition économique mondiale et veulent avec voracité leur part de marché. La seconde raison de l'épuisement du paradigme centre/périphérie a trait au déplacement qui affecte ces catégories. Il est clair aujourd'hui que le périphérique est devenu partie intégrante du centre. Les luttes des « sans papiers » en attestent éloquemment : l'exclusion est au cœur de nos sociétés.

Dans ce contexte, on peut mieux cerner le principal problème qu'ont à affronter nos sociétés. Même si bien des interrogations s'ouvrent à propos de leur devenir, il me semble que la question aujourd'hui incontournable est la question politique. Ce qui est en effet en cause, c'est *l'agir-ensemble*, pour reprendre l'expression d'Hannah Arendt¹, et l'institution de moyens par lesquels cet agir-ensemble trouve une adéquation par rapport aux demandes de la société. Quelle expression les questions que se posent les citoyens peuvent-elles trouver, et dans quel cadre ? Que veut dire gouverner, dans le contexte du compactage mondial ? Pourquoi, pour qui, et comment ? *Last but not least*, y a-t-il un espace aujourd'hui pour la politique ? Si l'on se réfère à la période antérieure, on s'aperçoit qu'elle a été dominée par la question sociale. L'acuité de la question sociale a abouti d'une part à renforcer considérablement l'impact du politique en élargissant son espace d'intervention légitime, traditionnellement limité au domaine de la police, de la diplomatie et de la défense, d'autre part à modeler la demande de politique dans nos sociétés. Or que constate-t-on, alors que la fin du XX^e siècle est marquée simultanément par l'écroulement du communisme, la financiarisation de l'économie et sa dérégulation à l'échelle mondiale ? Les paramètres de l'échange global en viennent progressivement à dicter leur loi, et l'État apparaît de plus en plus en retrait par rapport à des déterminations sur lesquelles il n'a plus réellement prise. Le politique semble démuné ; il ne dispose d'aucune capacité de projection. Tout se passe comme si son rôle se réduisait à accompagner, autant que faire se peut, la désillusion générale, et à amortir, au moins en paroles, les à-coups de l'économie globale.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la croyance dans l'impact du politique ait laissé place au scepticisme. D'autant que chacun perçoit que les évolutions de l'économie

mondiale ne sont pas de nature à susciter un renforcement de la forme État-nation qui avait eu, au siècle dernier, un rôle structurant en matière de politique. Le déclin de la souveraineté des États sur l'économie est lié à la capacité du *business* mondial d'opérer en grande partie dans le cadre d'une régulation qui est celle du marché et qui échappe pour partie à l'emprise étatique. En conséquence les gouvernements ne sont plus les maîtres des marchés – c'est même l'inverse qui se produit. En effet, les politiques économiques dépendent en grande partie d'une conjoncture économique et financière difficilement maîtrisable à l'échelle des nations, et, en outre, l'évolution post-bipolaire conduit à une désacralisation des souverainetés. Parallèlement, la montée en puissance des « cités globales », ces métropoles du capitalisme transnational, qui « concentrent une part disproportionnée du pouvoir économique global et sont les lieux clés de sa valorisation, mais qui « concentrent aussi une part disproportionnée des plus démunis et sont les lieux clés de leur dévalorisation » (Sassen, 1998) va aussi dans le sens d'une limitation de l'impact des dispositifs étatiques traditionnels. Non seulement affaiblie par le triomphe de l'économie de marché, la souveraineté étatique serait mise en cause par la formation de grands ensembles intégrant des régions entières du globe : l'Union Européenne, le MERCOSUR et l'ALENA, l'ASEAN et l'APEC en Asie. L'État serait ainsi dépassé par la complexité des enjeux, et pris en tenaille entre les exigences du global et les réalités tenaces du local.

L'interdépendance entre économies, la nécessité d'un changement d'échelle dans la gestion des flux financiers et humains, n'a-t-elle pas pour effet à terme de fragiliser une notion chère aux politistes, celle de souveraineté ? Bien sûr il existe encore des frontières, des délimitations qui permettent de distinguer dans leur pluralité les États-nations qui les constituent. De même, comme en témoigne éloquemment l'actualité des conflits sur la planète, la revendication du plein exercice de la souveraineté demeure omniprésente un peu partout. Mais la politique des grandes puissances qui avait atteint son apogée avec la guerre froide et qui s'est concrétisée dans un véritable ordre mondial polarisé autour du clivage entre est et ouest laisse place à une réalité plus complexe marquée par un double processus. D'un côté une apparente hégémonie de l'hyperpuissance, les États-Unis ; de l'autre la perception d'une fragilité de ce pouvoir organisé face à une violence dont l'événement du 11 septembre a été la manifestation la plus spectaculaire.

L'un des effets les plus visibles de la globalisation est de susciter une exacerbation des inégalités, notamment entre le nord et le sud, et une destruction des tissus sociaux et culturels traditionnels. Dans ce contexte, l'apparition de nouvelles formes de violence basées sur le sacrifice de soi qui peut prendre

des formes plus ou moins sophistiquées a modifié la donne classique de la polémologie. Face à la violence d'État, c'est l'action de réseaux déterritorialisés, mobiles, fragmentés, qui tend désormais à prévaloir. De quoi déstabiliser les stratégies longtemps prévalentes qui mettaient au premier plan un type d'organisation centralisée et qui reposait en grande partie sur les performances des industries d'armement.

En d'autres termes, l'existence d'une scène mondialisée où les flux terroristes circulent avec la même intensité que les flux d'informations, les seconds démultipliant les premiers, transforme en profondeur la représentation qu'on peut avoir de la puissance, et qui est basée sur le primat de l'État-nation. Il est peut-être temps de prendre conscience du caractère obsolète d'un dispositif de gouvernement qui a fait ses preuves tout au long du siècle dernier. L'État-nation qui repose sur l'isomorphisme entre peuple, territoire et souveraineté légitime est profondément remis en cause par la globalisation. La prolifération de groupes déterritorialisés, la « diversité diasporique » qu'on observe un peu partout ont pour effet de créer de nouvelles solidarités translocales. On voit émerger des constructions identitaires qui débordent le cadre national. Les politiques étatiques contribuent à leur manière à entretenir cette situation en suscitant les mouvements migratoires. Appadurai (1996) a souligné la grande hétérogénéité de ces formes de circulation. Les réfugiés, les travailleurs spécialisés des entreprises et des organisations internationales, les touristes, représentent des types très différents de migrants. Mais, dans tous les cas, la circulation généralisée est à l'origine de nouveaux référents subjectifs qui rendent de plus en plus anachroniques les formes d'identification liées au territoire et à l'État. Réfugiés, touristes, étudiants, travailleurs migrants, tous constituent à leur manière une « transnation » délocalisée.

Dans ces conditions, il est clair que nous sommes désormais entrés dans l'ère du postnational. Les nouvelles formes d'organisations qui jouent un rôle politique de premier plan dans des domaines aussi divers que l'environnement, l'économie, l'humanitaire, présentent une fluidité, une souplesse, qui contraste avec les structures rigides des appareils étatiques traditionnels. Les Organisations non gouvernementales (ONG) qui se développent aux quatre coins du monde souvent en liaison avec les situations de crise, sont très représentatives d'un nouveau modèle politique plus directement ancré dans la société civile et qui transcende allègrement les frontières nationales. La transnationalité qui caractérise de plus en plus l'univers mondialisé impose de nouvelles solidarités en réseau, des modes d'action plus labiles. On peut voir ainsi d'ores et déjà émerger des souverainetés postnationales, et l'idée même de patriotisme ne perd pas toute valeur dans la mesure où on aurait affaire à

un patriotisme « mobile, pluriel et contextuel ».

Appadurai rejoint en fait les thèses du politologue Rosenau (1992) pour qui l'État ne joue plus désormais un rôle central dans un monde où prime la « gouvernance sans gouvernement ». Cette gouvernance ne fait plus seulement intervenir le politique, mais d'autres acteurs relevant de la société civile. Dans un monde toujours plus menacé par les turbulences d'ordres divers que représentent le terrorisme, la prolifération des armes nucléaires, les trafics orchestrés par les mafias, peu à peu s'impose la nécessité d'une gouvernance transnationale. La montée en puissance d'organismes qui visent à assurer des modes de régulation d'échelle plus vaste est le symptôme d'une évolution qui amène Badie (1999) à poser clairement la question d'un « monde sans souveraineté ».

On est entré dans l'ère du *glocal*, n'ont pas craint d'affirmer ceux qui voient dans l'érosion de l'État l'un des faits marquants de la nouvelle donne internationale. Va-t-on vers une gouvernance mondiale entendue comme la mise en œuvre de règles communes par une autorité reconnue comme légitime à l'échelle planétaire ? Les analystes mettent en évidence le poids nouveau qu'ont acquis les organismes supra-nationaux et l'apparition d'un tissu d'organisations « non gouvernementales », au statut parfois flou, mais qui ont réussi à occuper le devant de la scène dans des contextes où jusqu'ici avait seule autorité la diplomatie des États. D'une part, on note la présence, de ces lieux politiques supranationaux qui sont au départ des créations *ex nihilo* des États (l'ONU, les institutions européennes) auxquelles on reconnaît de plus en plus une place prépondérante, mais dont l'autonomisation relative suscite des tensions nouvelles, leurs initiatives tendant en permanence à déstabiliser les souverainetés existantes. D'autre part, on a vu fleurir tout un ensemble d'organisations dites « non gouvernementales » qui se réclament de leur ancrage dans la « société civile » et viennent à leur manière complexifier et perturber le jeu. Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour apercevoir à quel point l'opposition entre politique et société civile est peu opératoire, car les ONG qui se trouvent elles-mêmes par rapport à leurs mandants dans un rapport de représentation sont parties prenantes d'un rapport de force et cherchent à exercer un pouvoir, un « mode d'action sur des actions », pour reprendre la formule de Foucault (2001, 316). Ce qui nous intéresse, c'est la manière dont la contestation et les formes diverses de résistance trouvent une expression dans ce tissu diffus et ramifié d'organisations.

L'un des caractères essentiels des ONG est ce que l'on pourrait appeler leur *ambivalence structurelle*. Ambivalence liée au type de ressources qu'elles mobilisent en faisant prioritairement appel au privé, tout en mobilisant également des fonds publics.

Ambivalence quant au rôle qu'elles s'assignent : d'un côté, l'expertise et l'impulsion de projets, notamment dans le domaine du développement, mais, de l'autre, un objectif de défense d'intérêts (ce que l'on désigne par le terme d'*advocacy* dans les enceintes internationales).

Si l'on considère l'exemple de trois grandes ONG bien connues, Oxfam, Greenpeace et WWF, qui ont acquis une place de premier plan dans les débats sur l'agriculture et le développement, et dans le secteur de l'environnement, on voit comment dans leur pratique, elles jouent sur plusieurs registres : elles s'investissent dans des projets, mais elles ne cessent de batailler en tant que groupes de pression pour faire avancer les causes dont elles se veulent l'incarnation. Dans les grandes négociations, elles sont aussi consultées en raison de leur capacité d'expertise : par exemple au niveau européen, les études d'impact réalisées par Oxfam ont été utilisées par le Conseil et la Commission et ont permis de récuser certaines prétentions du lobby sucrier.

L'extraordinaire écho que rencontre cette forme d'organisation tient à leur forte visibilité (les ONG sont présentes sur le terrain et sur des questions très concrètes) et à son efficience au plan transnational. L'ONGisme est un hybride, qui combine localisme et déterritorialisation, qui peut, selon les contextes, intervenir comme agent d'expertise ou s'avérer un contre-pouvoir redoutable. De cette nébuleuse, il faut prendre toute la mesure. Il ne suffit pas d'en tracer les contours, il faut aussi mettre en relief leur hétérogénéité et leur plasticité, et la manière dont elles contribuent à modifier l'espace du politique.

Les travaux menés par les anthropologues sur les conflits armés et sur l'ingérence humanitaire permettent de mieux pénétrer cette dimension de la politique. Quand Pandolfi (2002) parle de « souveraineté migrante », ce n'est pas seulement une métaphore ; elle désigne un processus qui nous oblige à modifier le regard que nous portions jusqu'alors sur les « affaires internationales ». À propos du Kosovo, Pandolfi montre bien comment l'ingérence humanitaire suscite un véritable investissement de la part d'instances telles que les diverses agences des Nations Unies, le Fonds Monétaire International, le Conseil de l'Europe, la Banque Mondiale, l'OSCE et les ONG.

Ces organismes internationaux développent des stratégies spécifiques et tentent d'étendre leur contrôle sur les institutions locales. En principe ils sont considérés comme apolitiques, mais leur action s'inscrit dans un rapport de forces qu'ils contribuent à modeler, avec le concours plus ou moins intéressé des groupes qui localement s'instituent comme leurs interlocuteurs légitimes. Ce maillage du territoire d'intervention par les « souverainetés migrantes » est générateur de

nouveaux clivages avec la montée en puissance d'acteurs qui, comme les *local staffs* décrits par Lafontaine, sont fortement marqués par leur insertion dans l'espace politique des organisations internationales. Comme l'écrit Appadurai (1996, 168) : « Refugee camps, refugee bureaucracies, refugee-relief movement, refugee-oriented departments of nation-states, refugee-oriented transnational philanthropies constitute the permanent framework of the emergent post-national order ».

L'un des effets du caractère de plus en plus multipolaire de l'intervention est peut-être de susciter des formes de résistance plus tenaces et plus diffuses une fois passé le choc initial. En tout cas, il est sûr que cette résistance trouve son écho à l'intérieur même de ces organisations transnationales, qui peuvent se révéler des vecteurs d'opinion efficaces. La scène de l'intervention est désormais inséparable d'un environnement marqué par la prolifération de ces lieux agoniques et leur infiltration par des forces qui ne peuvent plus être domestiquées par les souverainetés, quelle que soit la puissance déployée. À cet égard, l'échec des négociations de l'OMC à Cancun (septembre 2003) est significatif. Je prends à dessein cet exemple, car à première vue nous sommes très loin de la question de l'intervention, dans un domaine pacifique où règnent la diplomatie et la technocratie. Si l'on y regarde d'un peu plus près cependant, ce qui se joue ici, c'est l'avenir des relations économiques entre pays riches et pays pauvres. Certes, qui aurait pu penser, il y a une dizaine d'années, que ce qui n'était qu'un cycle de négociations sur la réglementation du commerce, allait devenir un nouveau lieu politique, en se constituant comme un champ clos de rapports de force à l'échelle mondiale, et en donnant matière à un véritable forum où s'exprime le message des altermondialistes.

Pour l'anthropologue, ce qui caractérise ce type de lieu politique, c'est l'absence de séparation entre un dedans et un dehors. Et pourtant la technicité des matières traitées est propice à susciter ce genre de partage. De même l'enfermement des négociateurs dans un décor de grands palaces et la surveillance continue dont ils font l'objet renforce le sentiment d'un clivage entre l'élite et le monde environnant. Mais, à Cancun comme à Seattle, ce n'est pas un hasard si l'on assiste à un rassemblement de groupes de pression convergeant des quatre coins de la planète vers le lieu même de la négociation. Cette présence massive contribue à modifier notre conception spontanée d'un monde où l'initiative politique et diplomatique revient de droit à une minorité cumulant le pouvoir et le savoir. À côté des lieux politiques de la souveraineté organisée autour de la division institutionnelle entre exécutif et législatif, voilà qu'émerge un autre espace où devient de plus en plus floue la légitimité d'un monopole de la décision. Cette configuration ne mobilise pas suffisamment l'attention des observateurs, plus concentrés sur le spectacle de la

contestation et ses figures de proue médiatiques. Mais peut-être est-il temps de modifier notre vision de la politique, obnubilée par la recherche d'un lieu du politique surplombant et omnipotent, alors que se mettent en place un ensemble de dispositifs qui minent la représentation de la souveraineté qui a longtemps été le soubassement des pratiques de gouvernance occidentales.

On aurait tort d'interpréter le déplacement qui s'opère comme la pérennisation d'un « état d'exception » (Agamben, 2003). Ce faisant, on accepte implicitement, comme un donné intangible, la prédominance d'une représentation centrée sur la souveraineté étatique, en s'interdisant par avance de penser la montée en puissance des formes et des forces émergentes dans le champ politique. Il s'agit bien d'un retour du statocentrisme, et le recours à la notion d'anomie me semble faire problème, car elle récuse en son principe la possibilité même de prendre pour point de départ de l'analyse ce qui me paraît essentiel : l'éclatement de la souveraineté. Une fois encore la théorie manque la radicale nouveauté de la conjoncture, en la recadrant dans un modèle où tout ce qui ébranle les formes traditionnelles est renvoyé au domaine de l'exceptionnel et de l'anomique. Dans la perspective de l'anthropologie, en portant l'intérêt sur le déplacement, on tourne le dos à cette vision statocentrique pour tenter de repérer à travers l'exploration des nouveaux lieux du politique le caractère spécifique de la reconfiguration des rapports de force contemporains.

Avons-nous aujourd'hui les moyens de penser le déplacement et quel bénéfice intellectuel et politique peut-on retirer de ce travail ? En ce qui concerne ses ressources propres, l'anthropologie politique présente le grand intérêt d'avoir développé de longue date une approche culturellement ouverte, à l'opposé des conceptions et des modélisations qui fétichisent l'institution étatique. L'accent mis sur la question des lieux du politique est caractéristique : leur exploration est le thème essentiel de la recherche anthropologique, et c'est à partir d'elle qu'on peut repérer les configurations émergentes et mesurer l'ampleur du déplacement. S'il y a dans cette démarche une part d'anticipation, dans la mesure où l'on a affaire à un objet mouvant, il ne s'agit pas de retomber dans une vision téléologique ou normative du politique en devenir. À l'inverse, l'intérêt de cette plongée au cœur des pratiques et de la matérialité des pouvoirs, est d'offrir la possibilité de mieux

comprendre ce qui ne peut plus se résumer sous les termes de plus en plus usés et équivoques de globalisation de mondialisation. Il faut reprendre la route et poursuivre inlassablement cette enquête sur le politique.

En d'autres termes, lorsqu'on évoque le déplacement du politique, l'analyse en termes d'institutions et d'acteurs ne rend qu'imparfaitement compte de ce qui bouge en profondeur depuis une quinzaine d'années. On a pu mesurer les limites de cette approche à travers le débat qu'elle induit et qui porte avant tout sur la question de savoir si la souveraineté des États est ou non menacée par la globalisation. On raisonne ici exclusivement en référence à des rapports de force, au risque de perdre de vue l'essentiel, ce qui se joue véritablement dans la dynamique désormais incontournable où sont engagés les citoyens comme leurs dirigeants. Faut-il se cantonner dans une réflexion entièrement focalisée sur une comparaison entre les pouvoirs des États et ceux des structures internationales ?

Si légitime soit-il l'intérêt pour cette question risque cependant d'occulter un phénomène plus profond. La réorganisation des pouvoirs et la montée en puissance du transnational à l'échelle planétaire n'est que la partie émergée de l'iceberg. En profondeur, ce qui est en cause, c'est le sens même qu'on donne aujourd'hui à l'activité politique, c'est la représentation du politique qui est en train de radicalement se transformer. Le déplacement du politique est déterminé par une redéfinition globale du sens et des objectifs de l'action politique. Cette redéfinition n'a pas seulement une dimension cognitive, elle se concrétise dans des modes d'agir et dans des constructions organisationnelles et institutionnelles, mais aussi dans la position des questions qui vont polariser le débat public et la construction du type de lieu où se produit ce débat. Cette thèse est lourde de conséquences : *elle implique en effet que l'émergence d'une nouvelle scène transnationale est l'effet et non la cause d'une mutation en profondeur de notre rapport à la politique*. Ce qui signifie que, dans la recherche, la séquence institutionnelle doit céder le pas à une investigation portant sur nos représentations de la politique. Car c'est là que s'est réellement produit le déplacement dont nous avons pu repérer les effets les plus visibles.

Marc ABÉLÈS

- ¹ « Ce qui tient les hommes rassemblés après que le moment fugace de l'action est passé (ce que nous appelons aujourd'hui "organisation" et ce qu'en même temps ils maintiennent vivant en restant rassemblés, c'est le pouvoir » (Arendt, 1961, 226).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	
♦ ABÉLÈS M., 2005, <i>Anthropologie de l'État</i> , Paris, Payot.	
♦ APPADURAI A., 1996, <i>Modernity at Large</i> , University of Minnesota Press (trad. fçse, <i>Après le colonialisme</i> , Paris, Payot, 2002).	
♦ H. ARENDT, 1961, <i>Condition de l'homme moderne</i> , Paris, Le Seuil, 1961 [1958].	
♦ BADIE B., 1999, <i>Un Monde sans souveraineté</i> , Fayard.	
♦ BAYART J.F., 2004, <i>Le gouvernement du monde</i> , Paris, Fayard.	
♦ FOUCAULT M., 2001, « Le sujet et le pouvoir », <i>Dits et écrits II</i> , Paris, Gallimard.	
♦ KOSELLECK R., 1979, <i>Le Futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques</i> , trad. fr. Paris, Editions de l'EHESS, 1990.	
♦ LAFONTAINE A., 2002, « Réfugié ou local staff ? Changement de statut et enjeux de pouvoir au Kosovo d'après-guerre », <i>Anthropologie et Sociétés</i> , 26, 1, 89-106.	
♦ PANDOLFI M., 2002, « "Moral entrepreneurs", souverainetés mouvantes et barbelés. Le bio-politique dans les Balkans postcommunistes », <i>Anthropologie et Sociétés</i> , 26, 1, 29-51.	
♦ ROBERTSON R., 1992, <i>Globalization, Social Theory and Social Culture</i> , Londres, Sage Publications, 1992.	
♦ ROSENAU J., 1990, <i>Turbulence in World Politics</i> , New York, Harvester.	
♦ ROSENAU J., CZEMPIEL E.O., 1992, <i>Governance without Government : Order and Change in World Politics</i> , Cambridge, Cambridge University Press, 1992.	
♦ SASSEN S., 1998, <i>Globalization and Its Discontents</i> , The New Press, 1.	
♦ STRANGE S., 1996, <i>The Retreat of the State. The Diffusion of Power in World Economy</i> , Cambridge, Cambridge University Press.	